

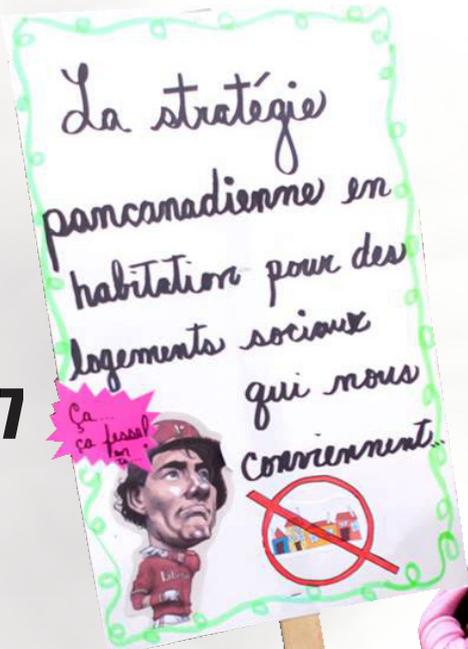
# MANIFESTATION

**Pour le droit  
au logement**

**12 OCTOBRE 2017  
à  
OTTAWA**

**RASSEMBLEMENT  
à 13h15**

Bureau du ministère des Finances  
du Canada



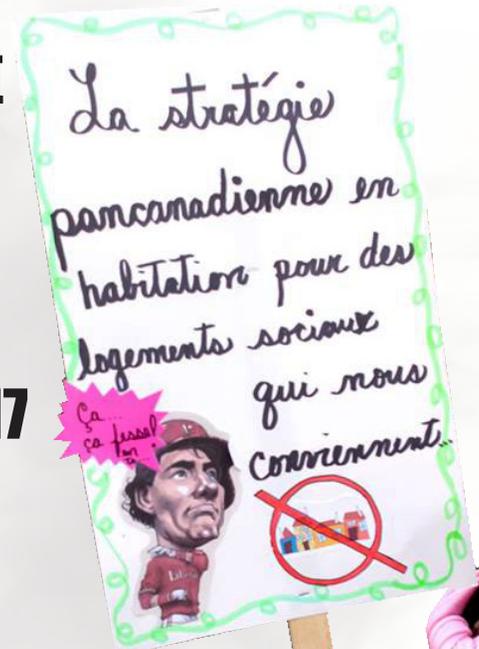
# MANIFESTATION

**Pour le droit  
au logement**

**12 OCTOBRE 2017  
à  
OTTAWA**

**RASSEMBLEMENT  
à 13h15**

Bureau du ministère des Finances  
du Canada



## **Logement social en danger : La Stratégie canadienne sur le logement ne doit pas être un écran de fumée !**

Le droit au logement est malmené au Canada. Près d'un million de ménages locataires ont des besoins impérieux de logement, c'est-à-dire qu'ils vivent dans un logement trop petit, vétuste ou trop cher. Au Québec seulement, plus de 225 000 locataires paient plus de 50% de leur revenu pour se loger, au détriment de leurs autres besoins de base.

En 2016, le gouvernement de Justin Trudeau a annoncé qu'il allait adopter bientôt une Stratégie canadienne sur le logement. Dans son budget de 2017, il a attribué 11,2 milliards \$ au logement. Ça peut sembler généreux, mais il s'agit de sommes qui seront allouées sur un horizon de 11 ans !

Au FRAPRU, nous pensons que c'est plutôt au moins 2 milliards \$ par année qui doivent être dédiés à la réalisation de nouveaux logement sociaux, dont des HLM. Parce qu'en dehors de la logique du profit, le logement social offre de bonnes conditions de logement, permet aux locataires d'y exercer un contrôle collectif, assure des loyers réellement abordables pour les gens à faible et à modeste revenus et offre une sécurité d'occupation leur permettant de rester dans leur quartier.

Quelques 600 000 unités de logement social bâties avant 1994 sont aujourd'hui en danger. C'est pourquoi Ottawa doit s'engager immédiatement à maintenir de manière permanente les subventions fédérales actuellement versées aux locataires à faible revenu qui y habitent. Le gouvernement Trudeau ne doit absolument pas abandonner ses responsabilités envers eux.

Le FRAPRU réclame également que la Stratégie canadienne sur le logement reconnaisse formellement, enfin, le droit au logement, tel que décrit dans le Pacte international des droits économiques, sociaux et culturels que le Canada a ratifié il y a plus de 40 ans ! Actuellement, les recours des mal-logés sont minces, voire inexistantes. Une reconnaissance formelle du droit au logement leur permettrait de mieux contester les abus et les dénis subis.

**Soyons nombreuses et nombreux, le 12 octobre, devant le bureau du ministère des Finances du Canada, à 13h15, afin de revendiquer qu'Ottawa reconnaisse enfin le droit au logement et investisse dans le logement social !**

## **Logement social en danger : La Stratégie canadienne sur le logement ne doit pas être un écran de fumée !**

Le droit au logement est malmené au Canada. Près d'un million de ménages locataires ont des besoins impérieux de logement, c'est-à-dire qu'ils vivent dans un logement trop petit, vétuste ou trop cher. Au Québec seulement, plus de 225 000 locataires paient plus de 50% de leur revenu pour se loger, au détriment de leurs autres besoins de base.

En 2016, le gouvernement de Justin Trudeau a annoncé qu'il allait adopter bientôt une Stratégie canadienne sur le logement. Dans son budget de 2017, il a attribué 11,2 milliards \$ au logement. Ça peut sembler généreux, mais il s'agit de sommes qui seront allouées sur un horizon de 11 ans !

Au FRAPRU, nous pensons que c'est plutôt au moins 2 milliards \$ par année qui doivent être dédiés à la réalisation de nouveaux logement sociaux, dont des HLM. Parce qu'en dehors de la logique du profit, le logement social offre de bonnes conditions de logement, permet aux locataires d'y exercer un contrôle collectif, assure des loyers réellement abordables pour les gens à faible et à modeste revenus et offre une sécurité d'occupation leur permettant de rester dans leur quartier.

Quelques 600 000 unités de logement social bâties avant 1994 sont aujourd'hui en danger. C'est pourquoi Ottawa doit s'engager immédiatement à maintenir de manière permanente les subventions fédérales actuellement versées aux locataires à faible revenu qui y habitent. Le gouvernement Trudeau ne doit absolument pas abandonner ses responsabilités envers eux.

Le FRAPRU réclame également que la Stratégie canadienne sur le logement reconnaisse formellement, enfin, le droit au logement, tel que décrit dans le Pacte international des droits économiques, sociaux et culturels que le Canada a ratifié il y a plus de 40 ans ! Actuellement, les recours des mal-logés sont minces, voire inexistantes. Une reconnaissance formelle du droit au logement leur permettrait de mieux contester les abus et les dénis subis.

**Soyons nombreuses et nombreux, le 12 octobre, devant le bureau du ministère des Finances du Canada, à 13h15, afin de revendiquer qu'Ottawa reconnaisse enfin le droit au logement et investisse dans le logement social !**